



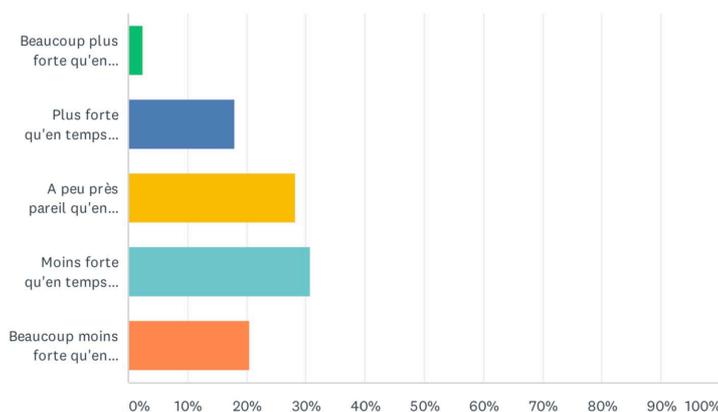
Impacts de la crise sanitaire et du confinement sur les adhérents d'AFILOG

Analyse quantitative

Le sondage d'AFILOG auprès de ses membres mené pendant la période du 1^{er} au 16 avril 2020 permet d'identifier les défis liés à la crise sanitaire et au confinement et les besoins du secteur pour préparer la sortie de crise.

Le sondage porte sur l'activité au mois de MARS 2020.

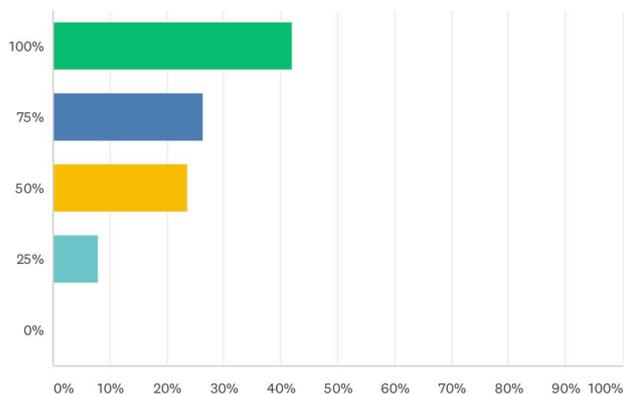
1. Niveau d'activité des entreprises au mois de mars



51% des répondants ont vu l'activité baisser : pour 21% d'entre eux il s'agit même d'une forte baisse, liée aux suspensions de chantiers, aux fermetures totales ou partielles d'entrepôts ou à l'impossibilité pour des clients potentiels de faire des visites de sites.

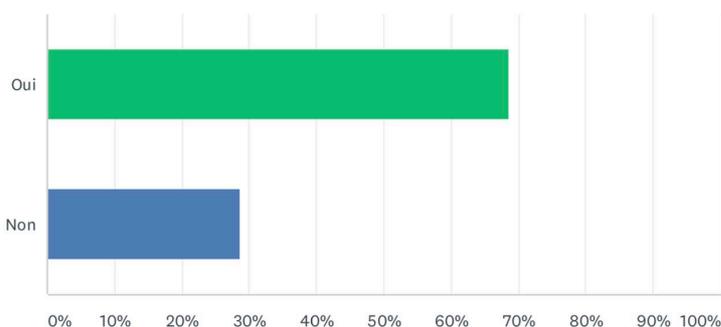
49 % des répondants constatent un niveau d'activité 'normal' ou en hausse. Les équipes restent occupées à gérer les clients et prestataires, négocier des délais pour la livraison des opérations, travailler avec les administrations, mais les rentrées d'affaires nouvelles sont ralenties. Les activités de conseil ou de management de projets se portent mieux, après avoir procédé à des réorientations d'activités. Certaines activités sont en forte hausse : gestion des entrepôts de la grande distribution, de l'alimentaire, des soins.

2. Part des chantiers des adhérents ou de leurs clients qui sont arrêtés



42% des répondants estiment à 100% la part des chantiers qui se sont arrêtés et 26% l'estiment à 75%. Il a fallu aussi réorganiser le travail pour respecter les mesures sanitaires et de distanciation. Il ne reste bien souvent que des travaux d'aménagement ou maintenance à réaliser.

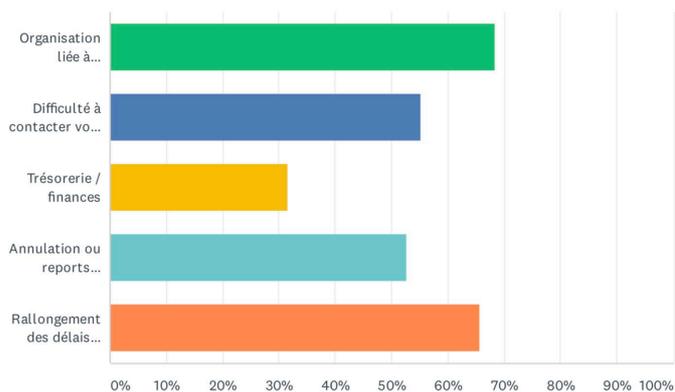
3. Adhérents ayant des dossiers administrativement retardés



69% des répondants indiquent qu'ils ont des dossiers administrativement retardés, notamment concernant les instructions et délivrances de permis de construire ou dossiers ICPE. L'ordonnance du 25 mars 2020¹ ayant prorogé les délais d'instruction a heurté les adhérents, qui souffrent également du problème plus général, aggravé par la crise mais non pas causé par elle, de dossiers dans l'attente de services instructeurs engorgés.

4. Les trois principaux impacts de la crise sur l'activité des adhérents à la date du 3 avril 2020

¹ Heureusement modifiée depuis par celle du 15 avril 2020.

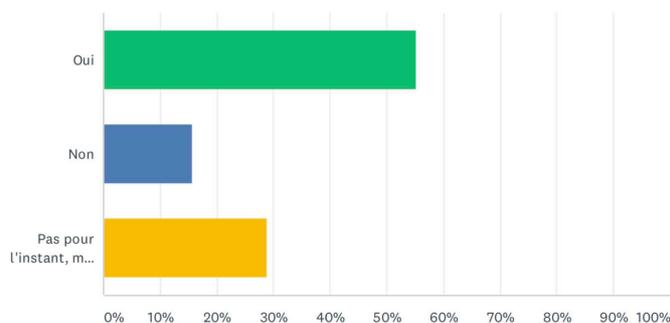


Les adhérents citent à :

- 68% « l'organisation liée à l'absence du personnel (quarantaine, garde d'enfants, ...) y compris difficultés organisationnelles de télétravail »
- 66% le « rallongement des délais d'instruction des dossiers »
- 55% « la difficulté à contacter vos clients / fournisseurs / interlocuteurs des administrations (DREAL ...)
- 53% « l'annulation ou reports d'événements / manifestations / réunions / rencontres »
- 32% « Trésorerie et finances »

Les deux problèmes d'aujourd'hui les plus cités sont d'une part le **rallongement des délais** d'instruction de permis de construire et d'autre part les problèmes organisationnels liés à la **gestion de la main d'oeuvre** : absence d'une partie du personnel, complexité du télétravail (dans certaines petites structures, sa mise en place a au contraire constitué une découverte), ou manque de fournisseurs ou de sous-traitants sur les chantiers. Des problèmes d'ordre sanitaire sont à régler, comme bien sûr la grande **pénurie de masques**, ou au quotidien les difficulté d'accès aux sanitaires dans les entrepôts pour les intervenants extérieurs.

5. Les adhérents utilisent-ils, ou vont-ils utiliser, les dispositifs d'aides ?



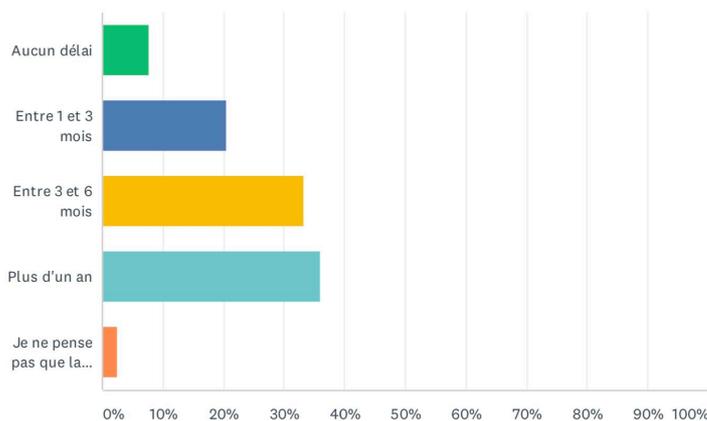
55% des sondés ont déjà appelé aux aides spécifiques mises en place par l'Etat
Tandis que 29% y songent.

6. Confiance dans le dispositif logistique français pour faire face

« Sur une échelle de 1 à 10, comment pensez-vous que la chaîne logistique française est en mesure de faire face à la crise actuelle et notamment assurer l'approvisionnement des denrées de première nécessité ? (alimentation, matériel médical ...) »

La réponse est 8. Les adhérents expriment globalement leur confiance envers la capacité générale du dispositif logistique français à faire face à la crise.

7. Combien de temps après le déconfinement faudra-t-il aux adhérents pour retrouver leur niveau d'avant la crise ?



Plus d'un tiers des répondants pensent qu'il leur faudra **plus d'un an** pour retrouver une situation normale.

Mais 28% des sondés pensent qu'une reprise aux niveaux (généralement élevés) d'activité d'avant covid pourra s'opérer rapidement, en moins de 3 mois.
